



## Décision individuelle N° 2023-184

**Pétitionnaire** : société Sky Lift Sud représentée par son président Monsieur Benoît RINGOT  
pour le compte des sociétés GARELLI et R.T.E  
**Adresse** : LE PORTARET 83340 LE CANNET-DES-MAURES  
**Nature de la demande** : survols d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national  
**Intitulé du projet** : Héliportages nécessaires au chantier de sécurisation de la falaise de Valabres  
**Localisation** : poste HTB (RTE) de Valabres - commune de Roure

### La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment ses MARCœur 3 et 29,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

**Vu** l'arrêté préfectoral DREAL-SBEP n°2022-045 du 19 janvier 2022, portant dérogation à la protection des espèces végétales et animales protégées dans le cadre du projet de rénovation, d'extension et de sécurisation du poste HTB de Valabres à Roure (06),

**Vu** l'avis conforme n°2022-19 daté du 17 février 2022 valant autorisation de procéder à des travaux de sécurisation de l'Adrech de Valabres, situé dans le cœur du parc national sur la commune de Roure,

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée en date du 6 juillet 2023 par la société Garelli, représentée par Monsieur LAZZERINI Nicolas, prestataire des travaux de sécurisation de la falaise de Valabres pour le compte de RTE,

**Considérant** que la demande a pour objet l'acheminement d'ouvriers, matériaux et matériels auprès du chantier de sécurisation de la falaise,

**Considérant** que la programmation de ces survols, envisagée du 28 août 2023 au 15 décembre 2023, ne correspond pas à la période autorisée par l'arrêté préfectoral de dérogation sus-visé pour la mise en œuvre des travaux et des survols qui y sont liés,

**Considérant** par conséquent, après échanges techniques avec la société RTE, qu'il y a lieu de limiter la période de survol du 28 août 2023 au 1<sup>er</sup> décembre 2023,

**Considérant** que la programmation de ces survols répond aux besoins de l'exploitation de l'ouvrage électrique de Valabres et qu'à ce titre, elle est également conforme aux dispositions de la modalité n°29 d'application de la réglementation du cœur,

**Considérant** la nécessité d'encadrer l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

## **DÉCIDE**

### **Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande**

La société SKY LIFT SUD, représentée par Monsieur RINGOT Benoît, est autorisée à effectuer des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national, ayant pour objet l'approvisionnement du chantier de sécurisation de la falaise de Valabres surplombant le poste HTB.

### **Article 2 : Prescriptions**

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

#### **2.1 Éléments d'identification de l'aéronef**

nom du pilote :	RINGOT Benoît
type d'appareil :	Ecureuil AS 350 B3
n° de l'appareil :	F-HERZ

2.2. Le pilote est tenu de respecter strictement la zone et l'itinéraire de survol autorisés figurant au plan annexé à la présente.

**2.3. En-dehors de cette zone et de cet itinéraire autorisés, le survol à basse altitude reste interdit au-dessus du cœur du Parc national.**

**2.4. Nombre de rotations maximal autorisé : 700 rotations.**

**2.5. Au maximum chaque vendredi avant 9h00, la société SLS devra transmettre le programme d'hélicoptages décidé pour la semaine suivante, en précisant les dates et nombre de rotations par opération.**

Ce prévisionnel sera impérativement communiqué par mail au service territorialement concerné du Parc national du Mercantour avant mise en œuvre.

#### *Contacts*

service territorial Tinée ([st-tinee@mercantour-parcnational.fr](mailto:st-tinee@mercantour-parcnational.fr))

chef de S.T : OPOLKA Boris ([boris.opolka@mercantour-parcnational.fr](mailto:boris.opolka@mercantour-parcnational.fr))

adjoint au S.T : TURPAUD Anthony ([anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr](mailto:anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr))

### **Article 3 : Durée**

La présente autorisation est délivrée pour la période allant du 28 août 2023 au 1<sup>er</sup> décembre 2023.

### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

## **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

## **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

## **Article 7 : Responsabilité**

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

## **Article 8 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 26 juillet 2023

La directrice-adjointe  
du Parc national du Mercantour



**Sandrine GRANDFILS**

Copies :

- Service territorial Tinée
- Entreprise GARELLI ([tcottenceau@garelli.fr](mailto:tcottenceau@garelli.fr), [nlazzerini@garelli.fr](mailto:nlazzerini@garelli.fr))
- RTE ([pierre.gelly@rte-france.com](mailto:pierre.gelly@rte-france.com))

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.



